



International Organization for Migration (IOM)
Organisation internationale pour les migrations (OIM)
Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Dialogue international sur la migration (IDM) 2014
Mobilité humaine et développement : Tendances émergentes et nouvelles possibilités
de partenariats

Atelier d'intersession • 24-25 mars 2014

MIGRATION SUD-SUD : NOUER DES PARTENARIATS STRATEGIQUES
POUR LE DEVELOPPEMENT

Document de travail

Introduction

Le nombre de pays touchés par la mobilité humaine s'est accru sous l'effet, entre autres, de bouleversements sociaux, économiques, démographiques et environnementaux de portée mondiale. De nombreux pays du Sud¹, et plus particulièrement les économies émergentes, ne sont plus uniquement des pays d'origine mais aussi, de plus en plus, des pays de transit et de destination. Aujourd'hui, les tendances de la migration dans le monde présentent d'importants défis, mais aussi des chances pour le développement. Le présent document examine les nouvelles dynamiques migratoires à l'œuvre, et plus particulièrement la mobilité humaine entre pays et régions du Sud, et invite à une connaissance plus approfondie de ces dynamiques et de leurs incidences diverses sur les migrants et la société à la faveur de discussions scientifiques et débats de politique générale futurs.

Si la migration Sud-Sud ne date pas d'hier, c'est depuis peu seulement qu'elle retient l'attention des chercheurs, des économistes et des experts du développement². Les observations montrent que l'ampleur des mouvements Sud-Sud (82,3 millions de migrants dans le monde) est à peu près équivalente à celle des flux Sud-Nord (81,9 millions)³. L'édition 2013 du Rapport *Etat de la migration dans le monde*, intitulée *Le bien-être des migrants et le développement*, fait apparaître que plus de la moitié des vingt principaux couloirs de migration dans le monde se trouvent sur l'axe Sud-Sud, et qu'une minorité seulement de migrants (environ 40 %) se déplace du Sud vers le Nord, tandis qu'un

¹ Il n'existe pas encore de définition universelle du « Sud ». Les trois méthodes les plus couramment employées pour définir le « Nord » et le « Sud » ont été élaborées par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le présent document reprend la définition du Sud donnée par la Banque mondiale. En conséquence, le Sud désigne les pays à revenu moyen supérieur, à revenu moyen inférieur et à faible revenu, conformément à la classification de la Banque mondiale, tandis que le Nord comprend tous les pays à revenu élevé, selon la classification de la Banque mondiale.

² Voir le site de l'Observatoire ACP sur les migrations pour un ensemble d'études consacrées à ce sujet, à l'adresse www.acpmigration-obs.org/PublicationsonMigrationandDevelopment.

³ Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, *Trends in International Migrant Stock: The 2013 Revision*, <http://esa.un.org/unmigration/wallchart2013.htm>.

On estime que la migration Sud-Sud représente la moitié des flux d'émigration au départ de l'Asie du Sud, 64% des flux au départ de l'Europe et de l'Asie centrale, et 69% des flux depuis l'Afrique subsaharienne. (Source : D. Ratha et W. Shaw, *South-South Migration and Remittances*, Document de travail de la Banque mondiale, n° 102 (Washington D.C., Banque mondiale, 2007).

tiers au moins de migrants se déplacent entre pays du Sud⁴. Il convient toutefois de rappeler que le nombre de migrants installés dans le Sud varie selon la définition du Sud qui est adoptée.

En raison des incidences positives qu'elle peut avoir sur le développement, la migration Sud-Sud retient aujourd'hui l'attention des responsables politiques, et plus particulièrement des gouvernements associés au débat sur le couple migration et développement⁵. C'est dans cet esprit que les représentants d'Etats et de gouvernements réunis pour le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement en octobre 2013 se sont déclarés « conscients de la complexité des flux migratoires et du fait qu'il existe aussi des mouvements migratoires internationaux à l'intérieur de mêmes régions géographiques et, dans ce contexte, [ils ont demandé] que soient mieux étudiés les circuits migratoires à l'intérieur des régions et d'une région à l'autre »⁶.

Une évaluation approfondie du potentiel des flux Sud-Sud pour le développement à l'échelle nationale, régionale et interrégionale s'impose. Ces efforts devront aller de pair avec l'adoption de mesures visant à consolider les incidences positives et à atténuer certaines des répercussions négatives liées à la mobilité humaine, en intégrant davantage encore les politiques et processus de migration dans le développement.

Tendances récentes de la migration

Sous l'effet de la mondialisation, le monde présente un tableau complexe caractérisé par des inégalités croissantes. Tandis que dans certaines régions de la planète, la persistance d'une forte croissance démographique se traduit par une population active jeune, le développement économique est lent et la pauvreté et les conflits sont endémiques, dans d'autres en revanche l'évolution démographique lente est à l'origine d'une contraction de la main-d'œuvre jeune et d'une société vieillissante, qui vont de pair avec une grave crise financière et économique. Cette situation a provoqué de nouveaux schémas et flux de mobilité, si bien que les flux migratoires dans le monde ne se limitent plus aux mouvements Sud-Nord, pays en développement-pays développés.

Par ailleurs, les économies dites émergentes du Sud (par exemple, le groupe des BRICS⁷, MINT⁸ et MIST⁹) ont considérablement influencé la migration internationale, comme en témoigne l'intensification des flux extrarégionaux. La croissance économique enregistrée par des pays producteurs de ressources naturelles, tels que l'Angola, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les pays du Golfe, a attiré des flux d'immigration (Observatoire ACP). La poursuite probable de la croissance économique dans ces pays conduira à un accroissement de la demande de travailleurs migrants. En réponse à cette situation, on assiste à un resserrement des liens politiques et diplomatiques entre pays et régions ayant des intérêts communs dans divers secteurs stratégiques des affaires. A cet

⁴ Organisation internationale pour les migrations, *Rapport Etat de la migration dans le monde 2013 : Le bien-être des migrants et le développement* (Genève, 2013), page 61.

⁵ Voir, entre autres : Forum mondial sur la migration et le développement, « Intégrer la migration dans la planification du développement », document de travail élaboré pour la table ronde 2, disponible à l'adresse www.gfmd.org/files/documents/gfmd12_mauritius12_rt_2-1-background_paper_fr.pdf.

⁶ Voir la Déclaration du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, paragraphe 22, disponible à l'adresse www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/Final-Declaration-2013-En.pdf.

⁷ Acronyme anglais forgé par l'économiste Jim O'Neill pour désigner le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Ces économies comptent parmi celles qui ont le plus de chances « d'exploser » au cours des dix prochaines années.

⁸ Acronyme anglais forgé par l'économiste Jim O'Neill pour désigner le Mexique, l'Indonésie, le Nigéria et la Turquie. Ces économies comptent parmi celles qui ont le plus de chances « d'exploser » au cours des dix prochaines années.

⁹ Acronyme anglais forgé par l'économiste Jim O'Neill pour désigner le Mexique, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Turquie. Ces économies comptent parmi celles qui ont le plus de chances « d'exploser » au cours des dix prochaines années.

égard, il convient de citer les relations nouées entre des pays de l'Afrique subsaharienne, comme le Ghana et le Nigéria, et certaines provinces de Chine¹⁰.

Une part importante des flux Sud-Sud sont intrarégionaux¹¹. Il s'agit en particulier des mouvements allant de la Fédération de Russie vers l'Ukraine et le Kazakhstan et vice versa, du Bangladesh vers le Bhoutan, de l'Afghanistan vers le Pakistan et l'Iran, de l'Inde vers le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, et du Burkina Faso vers la Côte d'Ivoire¹². L'ampleur de ces flux varie selon les pays à l'intérieur d'une même région.

La migration est gérée différemment selon les régions et à l'intérieur d'une même région. Si dans certaines d'entre elles la migration est essentiellement irrégulière, ailleurs, des partenariats pour la mobilité ont été mis en place (par exemple, dans la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) pour garantir une certaine liberté de circulation. Les questions concernant la gestion des frontières, les documents de voyage, la mobilité de la main-d'œuvre, la mobilité des migrants hautement qualifiés et l'intégration sociale sont généralement réglées par des accords régionaux. Certains, comme le marché et l'économie uniques de la CARICOM, ciblent plutôt des travailleurs hautement qualifiés, qui façonnent les mouvements intrarégionaux. Une évaluation des régimes de mobilité existants, qui examine la façon dont ceux-ci considèrent les dynamiques migratoires aux fins de bonne gestion ainsi que les difficultés et les limites auxquelles se heurte leur mise en œuvre, permettrait de formuler des recommandations en vue de partenariats novateurs plus performants, adaptés aux nouveaux schémas et défis de mobilité.

La société civile et les milieux d'affaires ont un rôle particulièrement important à jouer en tant que partenaires de coopération sur les questions de gestion des migrations, mais aussi pour sensibiliser à l'importance de la migration pour le développement. Les mêmes facteurs que ceux précités sont à l'origine d'un accroissement rapide des flux migratoires extrarégionaux et de leur intérêt économique. Ainsi, les schémas de migration extrarégionaux Sud-Sud sont en expansion rapide en Amérique latine et dans les Caraïbes, où un nombre croissant de migrants originaires d'Asie et de l'Afrique subsaharienne ont été enregistrés ces dernières années¹³. En outre, la croissance économique dans certains pays latino-américains attire de plus en plus de migrants de travail de diverses régions du Sud, tandis que l'Amérique centrale et les Caraïbes sont une région de transit stratégique en raison de leur proximité avec les Etats-Unis d'Amérique.

Enfin, l'évolution récente de la situation économique dans le monde dessine une tendance susceptible d'avoir des conséquences pour le Nord, à savoir les flux de migration Nord-Sud ainsi que des mouvements fondés sur des liens historiques (par exemple, les flux entre pays lusophones qui, depuis peu, sont en augmentation sous l'effet de la récession économique dans le Nord (Portugais immigrant en Angola et au Brésil), encouragés par une langue commune et un contexte culturel analogue¹⁴). La migration Nord-Sud n'est guère étudiée, alors même qu'entre 7 et 13,7 millions de migrants du Nord résidaient dans le Sud en 2013¹⁵. Il est probable que ce chiffre soit plus élevé encore, car les données disponibles sont lacunaires et les flux difficiles à enregistrer.

¹⁰ O. Bakewell et G. Jónsson, "Migration, Mobility and the African City," Synthesis Report on the African Perspectives on Human Mobility research programme, août 2011.

¹¹ Banque mondiale, *Migration and Remittances Factbook 2011* (Washington D.C., Banque mondiale, 2010).

¹² Organisation internationale pour les migrations, *Rapport Etat de la migration dans le monde 2013 : Le bien-être des migrants et le développement* (Genève, 2013), pages 61 et 62.

¹³ Organisation internationale pour les migrations, *Rapport Etat de la migration dans le monde 2011 : Bien communiquer sur la migration* (Genève, 2011). Disponible à l'adresse http://publications.iom.int/bookstore/free/WMR2011_French.pdf.

¹⁴ Bakewell, 2013 et Martin, 2009, cités dans : Observatoire ACP, « Migration extrarégionale Sud-Sud: *Aperçu des tendances émergentes* » (Genève, Organisation internationale pour les migrations, 2012), disponible à l'adresse <http://www.acpmigration-obs.org/sites/default/files/FR-BN%2008%20extrag.pdf>.

¹⁵ Huit pour cent sont des migrants des Etats-Unis qui vivent au Mexique. Les autres grands couloirs sont les suivants : Allemagne-Turquie ; Etats-Unis-Afrique du Sud ; Portugal-Brésil ; et Italie- Argentine. (Source : Département des affaires

Chances offertes par la migration Sud-Sud

L'évolution de la situation dans le monde suscite et continuera de susciter de nouveaux schémas et flux de migration. Certains pays et certaines régions connaissent une croissance économique, tandis que d'autres sont confrontés à une crise économique et financière, à la récession et à une croissance lente. L'apparition de nouvelles crises, la dégradation lente mais sûre de l'environnement¹⁶, ainsi que le changement climatique compliquent encore les choses. Dans ce contexte difficile, la migration demeure une stratégie d'adaptation et permet d'améliorer le bien-être des migrants et de leur famille, tout en favorisant effectivement le développement des pays d'origine et de destination.

La migration peut contribuer de manière importante à la réduction de la pauvreté et au développement économique durable en stimulant la création d'emplois et la diversification de l'emploi, indispensables pour garantir la viabilité et le développement économiques d'un pays. Les migrants de retour, quel que soit le pays de destination où ils avaient séjourné et quelles que soient les raisons pour lesquelles ils rentrent au pays, sont une source formidable d'innovation et d'autonomisation communautaire. Selon l'Observatoire ACP¹⁷, qui a étudié la migration de retour dans plusieurs pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le nombre de retours au pays à l'intérieur d'une région ou entre pays du Sud est beaucoup plus élevé qu'au Nord. Cette différence peut s'expliquer par des frais de déplacement moindres et des distances plus courtes, mais aussi par une amélioration des conditions de vie dans les pays d'origine, ou encore par la récession économique et des mesures discriminatoires dans les pays de destination. Encouragés par des politiques de libre circulation appropriées, les migrants de retour contribuent de manière décisive à la création d'emplois grâce à leurs projets entrepreneuriaux fondés sur leur riche bagage de connaissances et de compétences, contribuant ainsi à combler des pénuries sur le marché du travail.

La migration de travail représente une part notable des flux migratoires dans le monde. Des études menées par l'Observatoire ACP font apparaître que ce phénomène s'est considérablement développé ces trente dernières années. La croissance économique rapide enregistrée par plusieurs pays du Sud a provoqué un important afflux de main-d'œuvre originaire de pays d'une même région ou d'autres régions du Sud. Une bonne gestion de la migration de main-d'œuvre requiert une étroite collaboration entre les gouvernements, le secteur privé, les organisations internationales et celles de la société civile. D'ores et déjà, chacun de ces acteurs apporte d'importantes contributions à l'élaboration de normes et de politiques de recrutement éthique qui, incontestablement, ont réduit la vulnérabilité des travailleurs aux pratiques de recrutement sans scrupules. De l'avis des parties prenantes, l'adoption de pratiques de recrutement éthique est essentielle pour la protection des travailleurs, et améliore considérablement la gestion de la migration de main-d'œuvre. Des employeurs socialement responsables, qui veulent que les travailleurs migrants de leur chaîne d'approvisionnement en main-d'œuvre soient bien traités, se félicitent eux aussi de telles pratiques.

Malgré ces initiatives, et en raison de la diversité des intermédiaires et des autorités en présence, il arrive que les pratiques de recrutement ne soient pas réglementées ou, lorsqu'elles le sont, qu'elles ne soient pas suivies ou qu'elles soient inapplicables en raison du contexte national, ce qui fait le jeu des intermédiaires informels ou « fantômes » qui agissent hors du cadre réglementaire. Il y a plusieurs raisons à cela : difficulté des Etats à surveiller et à faire respecter les activités de recrutement international ; absence d'accords bilatéraux de partage d'informations, qui permettraient d'identifier et de sanctionner plus facilement les contrevenants ; ou encore réticence

économiques et sociales des Nations Unies (DAES), Division de la population, "Population Facts of September 2013." Disponible à l'adresse http://esa.un.org/unmigration/documents/The_number_of_international_migrants.pdf.)

¹⁶ Observatoire ACP sur les migrations, « Lentement mais sûrement : *Environnement, changement climatique et migrations dans les pays ACP* », Note d'information (Genève, Organisation internationale pour les migrations, 2011), disponible à l'adresse <http://www.acpmigration-obs.org/sites/default/files/FR-BN04Environment.pdf>.

¹⁷ Organisation internationale pour les migrations, série Migration Research de l'OIM n° 46 : *Migration and Development within the South: New Evidence from African, Caribbean and Pacific Countries* (Genève, 2013).

ou incapacité à poursuivre des infractions à l'étranger. En l'absence de partenariats solides et d'efforts conjoints, les intermédiaires sans scrupules peuvent agir impunément, au détriment des migrants, des employeurs et des pouvoirs publics qui s'efforcent de gérer la migration de main-d'œuvre.

Considérés comme la principale contribution des migrants au développement, les rapatriements de fonds sont un élément incontournable du débat sur la migration et le développement. Le montant des fonds rapatriés du Sud est un facteur important qui mérite d'être pris en considération lorsqu'on examine le potentiel pour le développement de la mobilité entre les pays de cette région. Les fonds rapatriés du Sud sont aussi importants que ceux envoyés du Nord dans le cas des pays les moins avancés (PMA) : les deux tiers environ des rapatriements de fonds reçus par les PMA en 2010 provenaient soit d'autres PMA (5 % du montant total des rapatriements, soit 1,3 milliard de dollars E.-U.), soit de pays en développement (59 %, 15,3 milliards de dollars E.-U.)¹⁸. Selon la Banque mondiale, les principaux bénéficiaires de fonds rapatriés en 2013 ont été la Chine, l'Inde et les Philippines. Depuis 2012, les fonds rapatriés au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud sont en augmentation rapide, tandis que ceux rapatriés en Europe et en Asie centrale reculent. Quant aux rapatriements de fonds vers l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie de l'Est, le Pacifique et l'Afrique subsaharienne, ils demeurent pour l'essentiel stables. Cependant, le coût des transferts de fonds entre pays du Sud, et notamment entre les pays les moins avancés d'Afrique, demeure notablement plus élevé que celui des transferts au départ des pays en développement, réduisant d'autant la contribution des rapatriements de fonds au développement économique et humain de ces pays, si bien qu'il faut redoubler d'efforts pour l'abaisser.

Selon des estimations, le montant des fonds rapatriés par des voies informelles et donc non recensées est particulièrement élevé dans le contexte Sud-Sud¹⁹. Etant donné que les transferts effectués depuis des pays à revenu élevé de l'hémisphère sud (par exemple depuis les pays du Conseil de coopération du Golfe vers l'Asie) ne sont pas compris dans les statistiques, la part des rapatriements de fonds entre pays du Sud est faible²⁰. En conséquence, le manque d'informations sur les fonds rapatriés entre pays du Sud ainsi que sur leurs caractéristiques propres (caractère informel, existence et utilisation de mécanismes de transfert d'argent novateurs, etc.) ne permet pas de pleinement comprendre les rapatriements de fonds Sud-Sud et leur contribution potentielle au développement.

Une évolution récente des rapatriements de fonds porte à croire que la migration peut aussi engendrer des coûts pour les familles d'émigrants. Dans certains pays d'origine, des familles envoient de l'argent à leur parent résidant dans le Nord, surtout depuis le début de la crise financière mondiale, en 2008. Des études consacrées à des familles d'émigrants au Cameroun font apparaître que, dans les pays d'origine, il est plus onéreux pour une famille d'avoir un parent qui réside dans le Nord plutôt que dans le Sud. Par analogie, on pourrait voir dans cette tendance le potentiel que revêt la migration entre pays du Sud pour le bien-être des familles de migrants dans les pays d'origine et de destination.

Les rapatriements sociaux, à savoir les idées, les connaissances, les attitudes, les identités, les comportements et le capital social transmis par les migrants à leur famille, leurs amis et au-delà dans

¹⁸ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2011, cité dans : Forum mondial sur la migration et le développement, « Traiter les questions de migration Sud-Sud et les politiques de développement », document de travail élaboré pour la table ronde 2.2, disponible à l'adresse http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd12_mauritius12_rt_2-2-background_paper_fr.pdf.

¹⁹ Ratha et Shaw, 2010, cités dans le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2013*.

²⁰ Organisation internationale pour les migrations, Rapport *Etat de la migration dans le monde 2013 : Le bien-être des migrants et le développement* (Genève, 2013).

le pays d'origine²¹, ne sont guère étudiés dans le Sud. Ces transferts de connaissances, de bonnes pratiques et de comportements acquis par les migrants pendant leur séjour à l'étranger sont des atouts pour le développement de leur pays d'origine au même titre que les rapatriements de fonds. Les incidences des rapatriements sociaux dans certains pays du Sud et dans certains contextes peuvent, en raison de la grande proximité culturelle et des similitudes entre pays d'une même région, être plus grandes que celles des rapatriements au départ du Nord. Cependant, l'on ignore presque tout des incidences de tels transferts sur le développement. Il est fondamental de renforcer les capacités locales et régionales permettant de recueillir des données pertinentes et d'en garantir l'accessibilité. A cet égard, l'Observatoire ACP a mené des recherches novatrices sur les rapatriements sociaux au Sénégal²² et dans la République-Unie de Tanzanie²³, qui ont abouti à des conclusions remarquables quant aux effets de ces transferts sur le changement et le développement local.

Comme l'ont fait apparaître les discussions des ministres pendant la Conférence ministérielle sur la diaspora, une grande partie des diasporas se trouvent aujourd'hui dans le Sud²⁴, où leurs contributions ont d'importantes répercussions sur le développement. Cette situation s'explique principalement par le caractère intrarégional de la migration Sud-Sud, qui permet aux migrants de rentrer au pays plus souvent et d'entretenir d'étroites relations avec leur pays d'origine, et les motive pour participer à des programmes de transfert de compétences. De récentes études ont mis en relief l'intérêt des diasporas Sud-Sud, comme celles du Nigéria et du Kenya, pour une participation à de tels programmes²⁵. Un environnement propice dans le pays d'origine facilite l'intégration des migrants de retour et l'engagement des membres de la diaspora. Cependant, une nouvelle vision s'impose, et de nouvelles politiques visant à promouvoir un tel environnement doivent être mises en œuvre ou adaptées à une réalité façonnée par de nouvelles dynamiques.

Dans l'ensemble, ce sont surtout les diasporas résidant dans le Nord, et plus particulièrement en Europe, en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande et aux Etats-Unis, qui ont été étudiées. En revanche, beaucoup moins de travaux ont été consacrés aux membres de diasporas résidant dans un pays se trouvant dans leur région d'origine, ou à ceux qui se sont installés dans d'autres pays en développement en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ou encore dans la région Asie-Pacifique²⁶. Faute de données exactes sur les diasporas, et notamment sur leur profil et leurs besoins, il est difficile aux gouvernements et aux autres parties prenantes de les prendre pleinement en considération et d'être conscients de leur potentiel. Comme l'ont reconnu les participants à la Conférence ministérielle sur la diaspora, la première étape d'une politique de mobilisation des diasporas consisterait à comprendre qui elles sont et où elles se trouvent, et quels sont leur rôle

²¹ Levitt, P. (1998). Social Remittances: "Migration-Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion", *International Migration Review*, 32(4):926-948.

²² Voir Doudou Dièye Gueye, « Transferts Immatériels et migrations Sud-Sud : Quel impact sur le développement local en Casamance, Gambie et Guinée-Bissau ? », Rapport de recherche, Observatoire ACP sur les migrations, Organisation internationale pour les migrations, Bruxelles 2014.

²³ Voir Linda Helgesson Sekei, Annette Altvater, Jacob Charles Mrema and Adelaide Kisinda, "Sending ideas back home: Exploring the potential of South-South social remittances in Tanzania", Rapport de recherche, Observatoire ACP sur les migrations, Organisation internationale pour les migrations, Bruxelles 2014.

²⁴ Conférence ministérielle sur la diaspora « Les diasporas et le développement : Trait d'union entre la société et l'Etat », 18-19 juin 2013, Genève. De plus amples informations sur la Conférence sont disponibles à l'adresse http://www.iom.int/cms/idmdmc_fr

²⁵ B.K. Kinuthia, "Spotlight on the young and skilled: Exploring the potential contribution of Kenya's diasporas in the South," Report (Genève, Organisation internationale pour les migrations, 2013). Disponible à l'adresse www.acpmigration-obs.org/sites/default/files/Kenya%20Diasporas%20Report.pdf.

A. Olatuyi, A. Awoyinka and A. Adeniyi, "Nigerian diasporas in the South: Harnessing the potential for national development," Report (Genève, Organisation internationale pour les migrations, 2013). Disponible à l'adresse www.acpmigration-obs.org/sites/default/files/Nigeria-Diasporas-Report-corr.pdf.

²⁶ Susanne Melde (à paraître), citée dans : Organisation internationale pour les migrations, *Migration and Development within the South: New Evidence from Africa, Caribbean and Pacific Countries*, série Migration Research de l'OIM n° 46 (Genève, 2013).

dans la société, leurs besoins et leur potentiel de contribution au développement des sociétés d'origine et d'accueil²⁷. Des données de meilleure qualité et un meilleur accès collectif à ces données (par l'ensemble des parties prenantes, y compris les ministères autres que ceux chargés des questions de diaspora, d'autres gouvernements et les chercheurs) sont les conditions préalables à toute décision et planification judicieuses en vue de favoriser la contribution des migrants au développement.

Enfin, la contribution de la migration Sud-Sud au développement passe principalement par les rapatriements sociaux, économiques et politiques des migrants. Depuis peu, elle est de plus en plus prise en considération et encouragée dans le cadre de partenariats de coopération à l'échelle régionale et interrégionale associant des acteurs privés et non gouvernementaux. A l'échelle interrégionale, ces partenariats sont fréquents entre l'Afrique et la région Amérique latine et Caraïbes, ainsi qu'entre l'Asie et l'Afrique. La coopération est favorisée dans différents secteurs, dont la santé, le travail et l'éducation, et, souvent, elle est engagée et renforcée par des membres d'associations de diasporas. A cet égard, il convient de se demander dans quelle mesure les contributions des diasporas au développement sont facilitées par les partenariats régionaux et interrégionaux en place. Il serait bon de dresser la liste des cadres mis en place pour mobiliser les migrants et tirer profit de leurs contributions au développement, ainsi que d'évaluer leur rôle en vue de dégager de nouvelles possibilités de partenariat et de mettre en commun de nouvelles approches. Seules quelques-unes des nombreuses occasions offertes par les nouvelles dynamiques migratoires dans les régions du Sud ont été examinées à ce jour. Les facteurs qui sous-tendent les divers scénarios doivent être pris en considération lors de l'adoption de politiques et de cadres de coopération, afin de renforcer les retombées positives pour les migrants, leur famille et la société dans tous les pays intéressés.

Défis actuels et émergents de la migration Sud-Sud

La migration considérée comme une solution aux conséquences négatives des inégalités produites par le développement mondial pose des défis liés à ses multiples facettes. Ces défis peuvent être de taille pour l'ensemble des partenaires et, en l'absence de politiques appropriées pour les relever correctement, le potentiel que présente la migration pour le développement peut être considérablement amoindri. Ils peuvent aussi avoir des conséquences graves pour le développement économique et social des pays d'origine, de destination et de transit, notamment en ce qui concerne le caractère régulier et sûr des flux migratoires, les marchés du travail, la gestion des « compétences par-delà les frontières », la répartition du revenu, la pauvreté et la protection sociale (surtout des plus vulnérables, soit les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes âgées).

Dans leur immense majorité, les migrants s'installent dans des pays plus développés. Cependant, on assiste à une nouvelle dynamique migratoire, à savoir le retour dans les pays d'origine, souvent moins développés, en raison du ralentissement économique dans les pays de destination. Autre tendance courante : les mouvements provoqués par une dégradation grave de l'environnement ou par l'instabilité politique et les violences, qui sont à l'origine d'un accroissement des flux et d'une diversification des couloirs de migration et des destinations.

Les pays touchés par ces nouvelles dynamiques migratoires doivent faire face aux difficultés posées par l'intégration des nouveaux venus ou par la réintégration des migrants de retour. Etant donné que la plupart des pays du Sud étaient traditionnellement des pays d'émigration, ils ne sont pas

²⁷ Compte rendu des débats de la Conférence ministérielle sur la diaspora « Les diasporas et le développement : Trait d'union entre la société et l'Etat », juin 2013, Genève, disponible à l'adresse http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/idm/workshops/IDM-2013-Diaspora-Ministerial-Conference/DMC_Final_Conference_Report.pdf

habitué à leur nouveau rôle de pays d'immigration. C'est pourquoi, les difficultés d'intégration particulières auxquelles ils se heurtent sont souvent dues à une politique migratoire inadaptée qui met à mal la capacité des services sociaux à répondre aux besoins des migrants. Les pays de transit sont confrontés à l'arrivée d'un nombre croissant de migrants qui, pour diverses raisons, ne peuvent poursuivre leur voyage jusqu'à destination. C'est ainsi que, souvent, ces pays finissent par devenir des pays de destination. Ce nouveau schéma de migration intrarégionale est une source de difficultés, tant pour les sociétés d'accueil que pour les migrants. Les pays obligés d'accueillir et d'intégrer des immigrants et/ou des migrants de retour sont souvent dans l'incapacité de leur offrir des services appropriés, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation, et donc de protéger leurs droits. Cette incapacité est généralement due à l'absence de cadres institutionnels et juridiques appropriés permettant de répondre à ces situations en temps voulu tout en garantissant le respect des droits des migrants.

La migration Sud-Sud est aussi caractérisée par des flux irréguliers, le trafic illicite de migrants et la traite des personnes. Ces phénomènes sont largement alimentés par l'insécurité, la pauvreté et l'oppression, ainsi que par les disparités économiques entre pays d'une même région. Les migrants empruntant des voies irrégulières sont souvent exposés à des vulnérabilités et finissent par tomber entre les mains de trafiquants. Les moyens mis en œuvre pour s'attaquer à ce problème sont insuffisants, voire inexistant, faute d'outils et de capacités de collecte et d'analyse des données performants à l'échelle locale et régionale. Il est indispensable de mettre en place des capacités locales et régionales permettant de mieux comprendre cette question complexe et ses incidences, et de savoir comment y faire face pour éviter de graves conséquences pour les migrants et les pays

Ces dernières décennies, le lien entre les changements environnementaux et la migration, ainsi que la nécessité d'y réfléchir ont été de mieux en mieux perçus en raison de ses conséquences pour l'action des pouvoirs publics, notamment dans le domaine de la gestion des migrations, du développement, de la réduction des risques de catastrophe, des conflits et de la sécurité. La dégradation de l'environnement et le changement climatique provoquent des déplacements à l'intérieur et hors des régions. Si, souvent, les catastrophes à apparition soudaine provoquent directement des déplacements, les changements environnementaux influencent généralement la mobilité indirectement, en pesant sur les facteurs de migration (économiques, sociaux, politiques et démographiques). La migration due à des facteurs environnementaux peut s'ajouter à d'autres obstacles au développement durable, tels que ceux qui découlent de l'aménagement urbain et du développement des villes, influant par là sur les politiques de développement (y compris de réduction des risques de catastrophe) et la planification nationale en matière d'adaptation. Il n'en demeure pas moins que la migration provoquée par la dégradation de l'environnement, de même que les contributions des migrants à leur communauté d'origine peuvent développer la résistance aux chocs, tels que des catastrophes naturelles. L'essentiel des flux migratoires dus à des facteurs environnementaux devraient normalement être internes et intrarégionaux et ne pas porter sur de longues distances, et concerner surtout les régions du Sud, qui sont les plus exposées aux incidences du changement climatique. C'est pourquoi, il faudra s'attaquer aux causes et aux conséquences de ce phénomène à l'échelle nationale et régionale. Dans ce contexte, il est particulièrement important de renforcer la coopération Sud-Sud ainsi que les partenariats stratégiques régionaux et interrégionaux pour pouvoir bien gérer la multiproblématique du développement, de la migration et du changement climatique.

Tout en reconnaissant l'ampleur et la complexité de la migration Sud-Sud, les participants au Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) tenu en 2012 à Maurice ont convenu que pour relever ces défis, des capacités de gouvernance renforcées et une attention accrue de la part des politiques étaient nécessaires, tout en admettant que de nombreux pays en développement

n'avaient pas les connaissances, les compétences et les ressources requises pour bien gérer les flux Sud-Sud et tirer profit de leur potentiel pour le développement²⁸.

Le bien-être des migrants est un élément important qui doit être pris en considération lorsqu'on évalue les incidences de la migration Sud-Sud sur le développement. Il ressort du Rapport *Etat de la migration dans le monde 2013* qu'au Sud, les migrants sont les moins optimistes en ce qui concerne leur vie, et ils n'ont pas un niveau de vie satisfaisant. Ce fort pessimisme parmi les migrants du Sud peut s'expliquer par les difficultés d'intégration dans la population active officielle, qui se traduisent par le chômage, le sous-emploi et des problèmes de santé. Les données existantes ne livrent guère d'informations sur le bien-être des migrants au Sud et sur les conséquences de la dynamique migratoire pour le développement humain. C'est pourquoi, il est indispensable de disposer de plus d'éléments factuels concernant le bien-être des migrants au Sud, ainsi que les facteurs qui déterminent leurs conditions de vie²⁹.

Il conviendrait que les gouvernements et toutes les autres parties prenantes s'intéressent aux moyens d'améliorer la disponibilité de données relatives à la dynamique migratoire Sud-Sud. En effet, une bonne compréhension de ce phénomène est indispensable pour sensibiliser les responsables politiques et leur permettre de formuler et de mettre en œuvre en connaissance de cause des cadres d'action orientés vers le développement.

Cadres de coopération internationaux sur les dynamiques migratoires

Le nouveau programme pour le développement en cours d'élaboration devra tenir compte des différents scénarios de mondialisation qui influent sur les schémas et les flux de migration complexes. Les nouvelles tendances de la mobilité humaine devront impérativement être intégrées dans les plans de développement national et régional, dans l'intérêt d'une bonne gestion des chances et des défis qui en découlent pour les migrants.

Comme nous l'avons relevé dans la section précédente, la capacité des gouvernements à répondre aux nouveaux défis auxquels les migrants et les sociétés doivent faire face, et à garantir la protection et le respect des droits fondamentaux des migrants (accès à la santé et à l'éducation, et droit au travail) est souvent limitée, ce qui peut engendrer de nouvelles dynamiques migratoires complexes. Il est nécessaire d'élaborer des stratégies, des politiques et des programmes de développement ancrés dans la réalité pour pouvoir parer aux risques que présente la migration, faire face à des schémas en constante évolution, et tirer un meilleur profit des avantages de la migration pour le développement.

Aucun Etat ne peut, seul, bien gérer les défis de la migration et en exploiter ses avantages pour le développement humain. Pour faire face aux dynamiques complexes de la mobilité humaine due à divers facteurs, une approche stratégique globale s'impose dans les multiples domaines d'action touchant étroitement à la migration.

Des cadres inter-Etats régionaux et interrégionaux ont été mis en place pour promouvoir des intérêts mutuels et gérer de nouvelles tendances complexes de la migration en permettant une migration sûre et régulière tout en protégeant et en favorisant le bien-être des migrants. Ces cadres facilitent l'établissement de partenariats aux fins de coopération sur divers aspects de la migration – gestion des frontières, documents de voyage, mobilité de la main-d'œuvre, recrutement éthique,

²⁸ Forum mondial sur la migration et le développement, « Améliorer le développement humain des migrants et leur contribution au développement des communautés et des pays », compte rendu des délibérations du sixième sommet, tenu à Maurice du 19 au 22 novembre 2012. Disponible à l'adresse <http://www.gfmd-fmmd.org/documents/mauritus/fmmd-2012-infos-pratiques.pdf>.

²⁹ Organisation internationale pour les migrations, Rapport *Etat de la migration dans le monde 2013 : Le bien-être des migrants et le développement* (Genève, 2013).

partage de données, protection des migrants en transit, retour volontaire assisté, protection et mobilisation des diasporas, activités économiques transnationales et facilitation des rapatriements de fonds. Les communautés économiques régionales ainsi que les processus consultatifs régionaux sur la migration ont un rôle décisif à jouer pour renforcer les capacités et stimuler la coopération régionale et interrégionale et, ce faisant, faciliter la mise en œuvre de régimes de libre circulation et de mécanismes efficaces de gestion des avantages et des défis de la migration.

De tels partenariats régionaux et mondiaux sont destinés à aider les pays à relever les défis que posent les dynamiques migratoires émergentes et à saisir les chances qu'elles offrent. Cependant, les parties prenantes pourraient être amenées à revoir leurs stratégies de partenariat/coopération sous l'effet des évolutions sociales, économiques, environnementales et démographiques d'envergure mondiale qui donnent lieu à des schémas migratoires très divers. Des aspects de la problématique migratoire, tels que la protection des enfants et des familles, les déplacements de communautés dus à la dégradation de l'environnement, la facilitation de la mobilité de la main-d'œuvre, le recrutement éthique et équitable, et la mobilisation des diasporas, exigent de nouvelles approches, ancrées dans la réalité, et une coopération accrue.

Rôle des processus consultatifs régionaux sur la migration et des autres forums interrégionaux de même structure s'occupant de migration

Aujourd'hui, la gestion des migrations dépend essentiellement d'une réelle coopération et de partenariats authentiques entre les Etats. Cependant, s'il existe un système contraignant à l'échelle mondiale qui régit des domaines tels que le commerce et la finance, aucun dispositif n'est en place pour gérer au niveau mondial les questions de migration dans leur globalité, ce qui explique sans doute l'apparition, ces vingt dernières années, de mécanismes tels que les processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR) et les forums interrégionaux, qui visent à renforcer la coopération inter-Etats sur la migration.

Les PCR et les forums interrégionaux sous-tendent les efforts actuellement déployés depuis la base pour renforcer la coopération inter-Etats sur la migration. S'il est encore difficile, pour de nombreuses raisons, d'évaluer précisément l'incidence des PCR, une étude récente laisse penser qu'ils contribuent à l'instauration d'un climat de confiance entre pays, à une meilleure compréhension des questions de migration, à la promotion d'une stratégie commune en la matière, à l'établissement de réseaux formels et informels entre pays et, de fait, à une harmonisation des politiques.

Il convient de relever ici que, sur les quatorze PCR reconnus, cinq rassemblent des pays d'origine uniquement, c'est-à-dire des pays du Sud. Outre les accords bilatéraux sur la migration conclus entre pays du Sud, ces cinq PCR sont peut-être l'illustration la plus évidente d'une coopération Sud-Sud multilatérale en matière de migration, tout en apportant la preuve que la gestion des migrations, aujourd'hui, est fondamentalement un exercice de coopération volontaire entre pays voisins.

Malgré les limites souvent associées au caractère non contraignant et informel des PCR et des forums interrégionaux, il est de plus en plus reconnu que ces mécanismes peuvent contribuer de manière tangible au renforcement des capacités, à la cohérence des politiques et à la coopération inter-Etats sur les questions de migration, surtout lorsqu'ils fonctionnent de manière optimale.

S'agissant de la migration induite par des facteurs environnementaux, elle a été examinée et reconnue par plusieurs organisations et cadres de coopération régionaux, dont l'Union africaine, le Conseil des ministres arabes chargés de l'environnement, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, le Processus de Colombo, le Forum des îles du Pacifique, et la Conférence sud-américaine sur la migration. Le plus souvent, la migration environnementale est traitée indirectement, sous l'angle d'autres questions

(telles que la migration, le changement climatique, la sécurité ou les droits de l'homme), ce qui peut se traduire par des approches incohérentes et incomplètes³⁰. La plupart des initiatives régionales étant relativement récentes, plus de temps et d'investissement sont nécessaires pour qu'elles puissent apporter la preuve de leur efficacité. Les structures de coopération régionales sont néanmoins des enceintes extrêmement utiles pour faire avancer les politiques qui abordent la migration dans le contexte du changement environnemental et climatique en s'appuyant sur les initiatives existantes. Le Forum sur la vulnérabilité climatique, qui réunit les pays du Sud les plus touchés par le changement climatique, joue un rôle déterminant pour promouvoir des partenariats dans ce domaine. Afin de gérer au mieux les difficultés qui résultent de ces schémas complexes, les stratégies doivent être globales et intégrer l'ensemble des parties prenantes, tant du secteur public que du secteur privé. Les organisations de la diaspora ont un rôle important à jouer pour faciliter la coopération et la création de partenariats entre pays et régions du Sud, notamment par leur capital social et financier. On a vu que des partenariats globaux, intégrés et avisés influencent le développement, surtout à l'échelon local et communautaire.

Conclusions : considérations politiques

Dans ce contexte mondial caractérisé par une mobilité sans précédent et l'apparition de diverses voies et destinations de migration, les futurs schémas de migration Sud-Sud, y compris les perspectives de développement et les difficultés connexes telles que les lacunes dans les politiques et l'absence de renforcement des capacités, appellent une attention accrue de la part des milieux universitaires et des responsables politiques.

Un grand nombre des difficultés évoquées plus haut proviennent de **l'insuffisance de données** sur les nouvelles dynamiques migratoires et, par conséquent, d'un **manque de connaissances et d'informations parmi les parties prenantes. Des informations appropriées permettraient d'adopter des mesures efficaces pour relever les défis et saisir les chances qui se présentent.** Les responsables politiques et les autres parties prenantes doivent prendre en considération la complexité croissante des schémas et flux migratoires, les facteurs sous-jacents et leurs conséquences pour le développement, approfondir leurs connaissances en la matière et faire en sorte d'améliorer les effets de la migration sur le développement dans les régions concernées.

Dans ce sens, **les données et les informations fondées sur des recherches peuvent contribuer à l'élaboration et à la planification de politiques efficaces** pour répondre aux nouvelles dynamiques, si les résultats sont pris en compte lors de l'élaboration des politiques. **La disponibilité de données de qualité** sur les flux, les profils et les tendances migratoires, concernant notamment la pénurie de main-d'œuvre, les compétences, les problèmes de protection des migrants et leur bien-être, ainsi que l'accès à ces informations, leur compréhension et leur utilisation correcte, peuvent faciliter les processus de prise de décision et renforcer la coopération en matière de migration.

Aucun Etat ne peut, seul, gérer des dynamiques migratoires complexes avec efficacité. La gestion des migrations internationales **exige la participation d'un large éventail de parties prenantes** : pouvoirs publics, secteur privé, société civile, milieux universitaires et associations de migrants et de diasporas. Par exemple, on a constaté que les associations de diasporas peuvent être d'importantes structures que les pouvoirs publics peuvent mobiliser aux fins d'élaboration de politiques en direction de la diaspora et de stratégies de coopération pour le développement. La participation effective de toutes les parties prenantes améliore le processus d'élaboration des politiques, crée une cohérence entre les politiques de migration nationales, et favorise la formulation et la mise en œuvre de politiques migratoires régionales communes.

³⁰ K. Popp, « Regional policy perspectives », dans : *People on the Move in a Changing Climate: The Regional Impact of Environmental Change on Migration* (E. Piguet et F. Laczko, éd.) (New York, Springer, 2013).

Les communautés économiques régionales et les processus consultatifs régionaux sur la migration jouent un rôle important dans **le renforcement des capacités et de la coopération** à l'échelle régionale et interrégionale, qui doit être encouragé pour que l'on s'intéresse davantage aux politiques de migration et développement³¹.

Ce débat sur les conséquences multiples de la migration Sud-Sud pour le développement arrive à point nommé, après le deuxième Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, et dans la perspective du programme de développement international pour l'après-2015. La communauté internationale est de plus en plus consciente de cet aspect de la mobilité humaine. Approfondir la compréhension de ses dynamiques complexes et de leurs incidences potentielles sur le développement peut contribuer aux efforts collectifs des parties prenantes visant à améliorer l'image de la migration internationale dans l'opinion, et à faire en sorte que les migrants et la migration soient intégrés dans le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015.

³¹ Organisation internationale pour les migrations, « Activités de l'OIM et éventuels "scénarios préférentiels" concernant les quatre thèmes des tables rondes », document élaboré par l'OIM pour le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement de 2013. Disponible à l'adresse www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/IOM-activities-and-possible-high-road-scenarios-for-the-four-round-table-themes.pdf